MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES SECTORIELLES
Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Période du 26 au 30 octobre 2026

Fait marquant

Présentation du Budget au Parlement le 28 octobre

Le chancelier de l'Echiquier John Healey a présenté le 28 octobre le premier budget du gouvernement Burnham, alors que le Royaume-Uni fait face à la crise énergétique liée au conflit au Moyen-Orient et à la dégradation de ses finances publiques.

Le budget a pour objectif d'offrir un temps de répit (« *a breathing space* ») aux Britanniques avec des mesures de préservation du pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix de l'énergie et une réduction des coûts pour les entreprises. John Healey a dû composer avec une marge de manœuvre particulièrement réduite, limitée par les engagements du gouvernement à respecter les règles budgétaires, à ne pas dévier du *Labour Manifesto* rédigé en 2024 (qui prévoit de ne pas revoir les taux des principaux impôts, tout en accompagnant une politique de réforme ambitieuse sur les grands chantiers lancés par le Premier Ministre Andy Burnham.

Energie-climat

Le gouvernement met en place des mesures de soutien pour aider les ménages et les entreprises à faire face aux coûts de l'énergie

Les mesures de soutien à l'économie face à la crise énergétique déclenchée par le conflit au Moyen-Orient constituent un des thèmes principaux de ce budget d'automne, qui vise à donner un temps de répit (« *a breathing space* ») aux ménages et aux entreprises.

A court-terme, le gouvernement a annoncé une aide de 100£ cet hiver pour 20 millions de foyers ciblés, résidant dans des logements où la valeur foncière est la plus faible (*council tax band A to D*). Il a aussi annoncé l'extension jusqu'au 1er juillet 2027 de la suppression de la TVA sur les factures d'électricité qui était entrée en vigueur ce 1er octobre 2026. L'allègement de 5p de la taxe sur les carburants (*fuel duty*) est lui aussi prolongé jusqu'au 1er juillet.

A moyen terme, le gouvernement entend engager une réforme durable de la structure des coûts de l'énergie, à travers l'encadrement des futures décisions du gouvernement, qui ne pourront pas faire reposer sur les factures les coûts de politiques publiques, sauf si celles-ci conduisent à réduire les prix (Cost Control Framework)

La doctrine de sélection des projets renouvelables sera également modifiée, avec une priorisation de projets prêts à être raccordés et contribuant à la baisse des prix.

Enfin, à partir de 2027, les frais fixes d'abonnement au gaz (*gas standing charges*), de 108 £ par an en moyenne, seront supprimés. Le projet de taxe prévue sur les factures de gaz pour financer l'hydrogène (*Gas Shipper Obligation*) est aussi abandonné, ces projets étant désormais financés par l'État.

Environnement

Le gouvernement réduit les obligations des promoteurs en matière de biodiversité pour les petits projets de logements situés sur des friches

Les projets de logements sur des friches d'une superficie allant jusqu'à 1,5 hectare seront exemptés de l'obligation de « gain net de biodiversité » en Angleterre. Prévue par *l'Environment Act* de 2021 et en vigueur depuis février 2024, cette obligation impose aux promoteurs de démontrer que leur projet améliore la biodiversité d'au moins 10 % par rapport à la situation antérieure.

Cette exemption vise à réduire les coûts des projets et à soutenir la priorité donnée par le gouvernement à la construction sur friches pour accélérer la livraison de logements. Le calendrier de mise en œuvre sera précisé dans la réponse du gouvernement à la consultation, qui sera publiée avec une étude d'impact.

Parallèlement, l'obligation de gain net de biodiversité s'appliquera aux grands projets d'infrastructure d'importance nationale (*Nationally Significant Infrastructure Projects)* à partir de novembre 2026.

Logement

Le gouvernement lance « Your First Home », un dispositif d'aide aux primo-accédants

Le gouvernement a annoncé la création de « *Your First Home* », un dispositif de prêts participatifs publics doté de 4,7 Md£, destiné à réduire l'apport nécessaire à 70 000 primo-accédants pour l'achat de leur premier logement. Les acheteurs pourront acquérir un bien avec un apport réduit à 2,5 % du prix, complété par un prêt immobilier classique et par un prêt de l'État représentant 20 % du prix d'achat, sans intérêts pendant les cinq premières années.

L'acheteur reste seul propriétaire de son logement. Le prêt de l'État est en principe remboursé à la revente, à hauteur de 20 % de la valeur du bien à ce moment-là, ce qui signifie que l'État partage les hausses comme les baisses de prix.

Le dispositif est réservé aux primo-accédants dont les revenus du ménage ne dépassent pas 110 000 £ par an (140 000 £ à Londres), et des plafonds de prix s'appliqueront selon les territoires afin de cibler les logements modestes. Une préinscription ouvrira d'ici la fin de l'année, pour des premières candidatures en février 2027 et des premières ventes en avril 2027.

Parmi les autres annonces du budget sur le logement, le gouvernement a également annoncé la création en 2029 d'un nouveau produit d'épargne pour les nouveaux accédants à la propriété, le First Time Buyer ISA, qui donnera accès au versement par l'Etat d'un bonus au moment de l'acquisition d'un premier logement.

Enfin, le budget prévoit un financement additionnel de 1,5 Md£ pour le logement social et abordable (*Social and Affordable Homes Programme*), ce qui porte le total du financement à 40 Md£ sur 10 ans.

Industrie

Importantes annonces d'investissements dans les sciences de la vie et l'aéronautique

Le Chancelier a annoncé son soutien à deux grands programmes d'investissement public-privé dans les domaines des sciences de la vie et de l'aéronautique. Le gouvernement a ainsi profité du budget pour annoncer trois décisions d'investissement privé représentant collectivement plus d'1 Md£, et réalisés par les laboratoires Convatec, Vertex Pharmaceutical et Kindeva. Ces entreprises seront soutenues par près de 70M£ de subventions publiques directes.

L'incertitude sur le montant des soutiens publics reste cependant de mise pour l'aéronautique : si le chancelier a annoncé le lancement d'un programme de coopération pluridécennal de 2,5 Mds£ avec le motoriste Rolls-Royce pour financer le développement et les tests des technologies de turbines à gaz de nouvelle génération, le Treasury précise que l'octroi de soutiens financiers publics doit encore faire l'objet de négociations.

Le National Wealth Fund et la British Business Bank recapitalisés à hauteur de 20,4 Md£.

Le gouvernement a également annoncé une importante hausse des crédits dédiés aux institutions publiques d'investissement et de financement, qui bénéficieront de ressources supplémentaires allouées notamment à la défense et à la transition énergétique.

En premier lieu, le gouvernement a annoncé une hausse de 5 Md£ du budget de la British Business Bank (outil public de soutien au financement des PME), avec une priorisation de ce montant sur les entreprises du secteur de la défense ou ayant une activité duale.

Le budget prévoit également la recapitalisation à hauteur de 15,4 Md£ du National Wealth Fund (banque publique d'investissement – aujourd'hui dotée de 27,8Md£), incluant 2Md£ pour le Energy Wealth Fund, afin d'investir dans les secteurs de la transition énergétique et de la défense.

Parmi ces 20,4 Md£ de crédits supplémentaires, 5 devront être alloués à des investissements dans la défense, les biens à double usage et les secteurs stratégiques pour la sécurité nationale.

Le gouvernement annonce une réforme de la politique d'offsets dans le secteur de la défense

Le Chancelier a confirmé son engagement pour la mise en œuvre d'une doctrine « Buy British », qui s'appliquera notamment à la commande publique en matière de défense. Cette dernière devra prioriser dans la mesure du possible les **« UK suppliers ».**

Le gouvernement a précisé le 30 octobre ce statut en annonçant une nouvelle politique d' « offset »: les entreprises étrangères remportant des contrats de défense britanniques de plus de 50M£ devront ainsi réinvestir les bénéfices au Royaume-Uni à hauteur de la valeur du contrat, sous forme d'emplois, de compétences et de développement industriel.

Transports

Le gouvernement confie à Rachel Skinner une mission d'évaluation des coûts de infrastructures ferroviaires

En s'appuyant sur le succès du rapport Fingleton sur le programme nucléaire britannique, le chancelier Healey a annoncé le lancement d'une revue sur l'efficacité de la dépense publique en matière d'infrastructures ferroviaires, confiée à l'ingénieure spécialiste des projets d'infrastructure Rachel Skinner, et dont les conclusions devront être remises dans six mois.

Cette dernière devra identifier les principaux facteurs de coûts pour les projets d'infrastructure, et proposer des recommandations s'appuyant sur les meilleures pratiques adoptées au R-U et dans le monde.

Le projet d'une taxation kilométrique des véhicules électriques se précise

Le gouvernement a présenté un premier *policy paper* qui préfigure une nouvelle taxe kilométrique pour les véhicules électriques (Electric Vehicle Excise Duty – eVED).

Annoncé dans le budget 2025, ce document fait suite à une consultation, et établit la position du gouvernement sur cette mesure qui devrait entrer en vigueur au 1er avril 2028. L'eVED doit permettre de continuer à faire financer les infrastructures routières par les automobilistes. Les externalités en matière d'infrastructures routières (usure, congestion) sont en effet aujourd'hui en partie financées par les accises sur les carburants routiers, mais ces dernières diminuent à mesure que le parc automobile s'électrifie. Il n'existe pas pour l'heure de taxation équivalente des véhicules électriques, ce à quoi l'eVED cherchera à remédier.

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Industrie, Transports), Lilian Tretout (Energie, Climat, Environnement), Lucien Thiers, revue par Karine Maillard
Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr